



HAL
open science

EDOUARD GLISSANT, UNE PENSEE CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE DES ANTILLES

Christian Christian.Saad@univ-Antilles.Fr Saad

► To cite this version:

Christian Christian.Saad@univ-Antilles.Fr Saad. EDOUARD GLISSANT, UNE PENSEE CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE DES ANTILLES. Edouard Glissant l'éclat et l'obscur, Mar 2018, Schoelcher, Martinique. hal-02539293

HAL Id: hal-02539293

<https://hal.science/hal-02539293>

Submitted on 9 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EDOUARD GLISSANT, UNE PENSÉE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DES ANTILLES

**Par Christian Saad, Maître de conférences en Sciences Économiques,
LC2S. (UMR 8053, CNRS)**

Il pourrait paraître saugrenu de rechercher dans l'œuvre d'Édouard Glissant une pensée économique et sociale. Pourtant, une analyse attentive des écrits du grand auteur, nous montre que dès le début de sa réflexion dans *Le discours antillais*, la question économique et sociale est omniprésente et qu'elle traverse toute son œuvre de façon directe ou indirecte. Il s'agit pour nous ici, de présenter les jalons d'une réflexion ayant comme objectif de chercher par construction, par déduction, souvent aussi par des références explicites, les fondements de la pensée économique et sociale de Glissant.

Nous nous référons ici à son œuvre centrale qu'est *Le discours antillais* mais, nous ferons aussi parfois appel à des œuvres plus récentes de Glissant pour étayer notre propos, comme par exemple le *Traité du Tout-Monde* ou *La cohée du Lamentin*.

Dans *Le discours antillais*, on retrouve une analyse économique et sociale fine de la situation économique de la Martinique et des Antilles françaises, en ayant toujours à l'esprit la référence à l'histoire. Comment expliquer les difficultés économiques et sociales de la Martinique en particulier et des Antilles françaises en général ? Glissant nous offre une analyse historique et économique précise, avec pessimisme et sévérité parfois, mais avec aussi beaucoup de lucidité et de profondeur. Nombre de ses réflexions sont encore aujourd'hui pertinentes, notamment celles qui pointent du doigt l'économie prétexte et l'économie de change ainsi que le besoin impérieux d'augmenter la production endogène.

Après avoir présenté les causes historiques de l'inertie des économies des Antilles françaises selon Glissant, (1), nous verrons que pour lui, la période moderne de tertiarisation économique, s'associe à un assimilationnisme économique qui fait suite à l'assimilationnisme politique, qui s'inscrit dans une logique de mondialisation étriquée et dangereuse pour les identités (2).

I) Les causes profondes de l'inertie économique antillaise : de la non production constitutive au consumérisme contemporain

A) Aux sources de la non production : de l'économie de plantation aux politiques sociales aux effets délétères

Glissant commence par constater que le peuple martiniquais s'installe peu à peu dans une sphère non productive. Il fournit une explication à ce phénomène : c'est la pulsion mimétique des élites de l'île qui les conduit à des actes de consommation identiques à ceux des Français de l'hexagone. Cette pulsion mimétique semble d'autant plus néfaste, qu'elle s'inscrit dans la logique de la départementalisation, de l'assimilation, et qu'elle induit une dénaturation. Elle n'autorise de fait aucun *acte collectif*. Le principe d'égalisation qui provient de cette départementalisation, se perçoit dans la « pseudo instruction publique, les lois sociales perturbantes, les masses de chômeurs maintenus par des mesures ponctuelles d'accommodation »¹. Cela donne ainsi l'impression d'un progrès alors que nombre de métiers anciens accessibles aux martiniquais ont désormais disparus et n'ont été remplacés par rien de nouveau « sur le plan de l'activité collective responsable »². Pourtant, Glissant rappelle que sous le régime vichyste, la Martinique a su résister avec les marchés noirs mais aussi grâce à l'autoproduction. Du sel, du cuir, de l'huile, des verres, des paniers, des légumes, des chaussures, des jouets étaient ainsi fabriqués en Martinique et en Guadeloupe durant cette période difficile. Glissant précise qu'il ne s'agit pas pour lui de faire un hymne au misérabilisme. Mais, par ces exemples, il montre que dans la période moderne, les Martinique et la Guadeloupe ont su résister et ont su s'adapter à la pénurie par le recours à une production collective³ qui a fait l'unanimité.

Juste après cette période de créativité et d'inventivité, Glissant constate ce qu'il appelle la trahison des élites martiniquaises. Celles-ci ont voulu et accepté la départementalisation de 1946. Cette dernière, conduit certes, à des réussites individuelles qui sont « payées du prix

¹ Glissant, Edouard. *Le discours antillais*, Gallimard, Paris, 1997, p.67.

² *Ibid.*, p. 67.

³ Glissant rappelle que dans *Malemort*, il chante la geste de Dlan, Silacier, Medellus qui a travers de nombreux métiers appelés « djobs », surent résister et survivre durant la période 1940-1945.

d'un renoncement collectif »⁴. Cela a comme conséquence d'entraîner une irresponsabilité passive en prenant sans recul les idéaux provenant de la France que Glissant qualifiera de « pseudo idéal d'évolution »⁵. C'est pour cela que selon lui, l'élite de la Martinique :

[...] fera toujours de la référence à l'autre et à l'ailleurs l'essentiel de ses modes de pensée et d'action, même quand elle voudra se battre pour assurer ses propres avantages. Elle le fera encore quand elle proclamera "défendre" le peuple, adoptant les "universaux" qu'on lui inculquera⁶.

On touche ici au summum du processus de dépossession collective.

Glissant nous présente ensuite deux éléments qui sont pour lui des convictions profondes et qui se trouvent au cœur de la réflexion sur la non-production martiniquaise. La première, est que le travail est un asservissement mais ici, Glissant n'associe pas cet asservissement à l'aliénation marxiste de la force de travail. Son constat est encore pire que cela. Pour lui, il existe dans le cadre des Antilles françaises, une néantisation individuelle et collective de la force de travail. Néantisation individuelle, car cette force de travail est donnée directement en échange d'un salaire ne permettant que des « moyens misérables d'existence »⁷. On reconnaît ici, le salaire naturel de l'économiste Classique britannique David Ricardo qui est un salaire de subsistance, ne permettant rien de plus que le renouvellement à l'identique de la force de travail. Marx, à la suite de Ferdinand Lassalle, reprendra cette expression pour montrer combien les prolétaires de son époque étaient exploités.

Dans la même logique, pour Glissant, la néantisation individuelle de la force de travail, passe impérativement par la mise en place de salaires très faibles. Ceux-ci ne permettent aucun épanouissement personnel, mais conduisent uniquement au renouvellement de la classe ouvrière de la Martinique.

Néantisation collective, car il y a une impossibilité à dénouer des conflits du travail qui pourraient être résolus sur un plan strictement local et par la société martiniquaise elle-même. Le travail est ici perçu comme une activité *suspendue*, aérienne, loin des implications concrètes qu'il exige. Il ne confère dans le cas des Antilles, aucun sentiment de valorisation. La création, en ce qu'elle valorise le travail est tout simplement impensable.

⁴ *Ibid.*, p. 64.

⁵ *Ibid.*, p. 66.

⁶ *Ibid.*, p. 66.

⁷ *Ibid.*, p. 68.

La seconde conviction mise en avant par Glissant, est qu'il existe une stéréotypie technique qui a un double effet négatif. D'abord, la disparition des métiers traditionnels et ensuite, une inertie technique conduisant les Martiniquais à se convaincre de leur impossibilité à inventer et créer dans leur propre pays ce que, bien évidemment, Glissant déplore. La capacité créative même, semble totalement déconsidérée, pire encore, elle serait auto-dénigrée, niée, mésestimée.

Cette difficulté à créer et donc à produire, a des conséquences économiques graves car ce qui n'est pas fabriqué localement doit être importé. C'est là une attitude prompte à développer les hypermarchés et à conduire les Antilles françaises vers une sorte de consommation infinie, une chrématistique au sens aristotélicien, sans cesse renouvelée. La production est ici remplacée par la notion de service et de fait, l'économie martiniquaise devient de plus en plus dépendante de l'extérieur à travers des importations en augmentation continue. Cela a comme conséquence de déséquilibrer la balance commerciale de l'île, et de dégrader sans cesse son taux de couverture.

Sans faire de Glissant un auteur marxiste, force est de constater que dans cette dénonciation consumériste, il existe une critique forte d'un système capitaliste marchand qui s'est installé avec vigueur aux Antilles françaises.

Glissant constate aussi que le concept économique de production se retrouve remplacé par celui de services. Il critique ainsi les 40 % de vie chère attribués aux fonctionnaires qui représentent pour lui, « un privilège paralysant »⁸ par rapport au reste de la population. Il rejette aussi les mesures ponctuelles d'assistance publique débouchant généralement sur des allocations chômage ou encore le BUMIDOM chargé d'exporter la force de travail. Glissant, cite l'archevêque de la Martinique qui, en juin 1979, demande aux Martiniquais à renoncer à cette émigration.

Cette volonté forte, quasi pulsionnelle de départ, provient du système de consommation et de ce que Glissant appelle la hantise de la rupture de stock. Cela conduit les individus à être dans une attente permanente favorisant les entrées de marchandises ce qui développe la sphère consumériste au détriment de la sphère productive. La conséquence de cet étrange phénomène est grave et n'est pas qu'économique : « Ainsi projeté, l'homme finit par ne plus voir son pays

⁸ *Ibid.*, p. 69

alentour et ne plus le concevoir⁹. » Une explication de ce phénomène peut s'expliquer par la théorie marxiste du fétichisme de la marchandise.

On peut en effet faire un lien direct entre cette situation liée à une importation massive de marchandises dans les Antilles françaises, et ce que Marx appelle le fétichisme de la marchandise. En effet, au chapitre 4 du livre premier du *Capital*, dans la section sur le développement de la production capitaliste, Marx explique l'importance de la marchandise. Celle-ci n'est pas qu'un simple objet, elle a même une histoire car elle est de fait, le fruit du capitalisme même. La marchandise ayant des attributs quasi religieux, elle n'apparaît pas sous sa forme physique avec des grandeurs physiques liées au poids ou à sa composition chimique, mais elle est perçue uniquement comme marchandise. Celle-ci semble dans le système capitaliste, expurgée de toute forme de production sociale et même d'un caractère physique (taille, poids, composition etc.). Marx explique ainsi, que c'est la fétichisation qui efface les aspects physiques et sociaux des marchandises. Plus encore, le fétichisme est défini comme un phénomène social idiosyncratique de la société capitaliste et, la marchandise n'est qu'une sorte de support aux relations entre les individus. Cela se traduit par une marchandise qui conditionne les rapports sociaux en supprimant le caractère physique et social de la production qui voile et rend myope dans la compréhension du processus productif. Le fétichisme de la marchandise favorise ainsi la confusion entre le mode de production de type capitaliste des biens produits, les relations sociales, et les marchandises. Il montre ainsi que dans le système capitaliste, la relation à la marchandise est traitée comme *fétiche*. La marchandise est ici ignorée, parfois volontairement, comme produit du travail humain. C'est cet hyper consumérisme, ce fétichisme de la marchandise qui conduit selon Glissant, à ne plus être en mesure de se projeter dans un pays pensé qui se percevrait dans un avenir mieux maîtrisé par lui-même.

Glissant analyse ensuite le fondement de ce que l'on pourrait appeler les « politiques sociales », en montrant combien celles-ci semblent entraîner des effets pervers. En effet, cette non production constatée à la Martinique, ne peut être supportable qu'à cause de mesures qui ne sont pas pour Glissant de la philanthropie ou de la solidarité nationale, mais bien un moyen pour une partie des capitalistes marchands français d'effectuer des profits mirobolants. La prétendue solidarité nationale n'est qu'un effet, un moyen de rendre le système durable afin

⁹ *Ibid.*, p. 69.

de permettre à certains capitalistes Français d'effectuer d'importantes et fructueuses « plus-values commerciales »¹⁰.

Glissant critique aussi l'extrême dépendance et même l'intégration totale de l'économie martiniquaise à l'économie française. Il théorise ainsi trois mouvements dans l'histoire économique martiniquaise qui caractérisent ce qu'il appelle dans *Le discours antillais*, la dépossession : l'économie de troc, l'économie de prétexte et l'économie de change.

B) Les différentes formes historiques de l'économie de la Martinique : économie de troc, économie prétexte et économie de change

La situation de l'économie des Antilles françaises en général et de l'économie martiniquaise en particulier, telle que décrite précédemment, ne peut s'expliquer qu'avec des réflexions provenant de l'histoire économique. Cela amène Glissant à considérer trois processus qui caractérisent historiquement l'économie martiniquaise : l'économie de troc, l'économie prétexte et l'économie de change.

1) L'économie de troc

Dans l'économie de troc, il distingue deux stades. Le premier stade est celui de l'économie de la rapine non organisée avec dans ce cadre, une production martiniquaise parcellisée. Ici, c'est la livre-sucre qui sert de monnaie. Glissant explique que le système économique mis en place aux Antilles françaises a hésité entre des exploitations centrifuges et des exploitations centripètes. Dans l'exploitation centrifuge mise en place par Richelieu, les grands colons sont « maîtres de leurs tactiques productives »¹¹. A l'opposé, dans l'exploitation centripète, les colons ne sont plus maîtres de leurs tactiques productives mais il y a la mise en place d'un centralisme financier caractéristique du colbertisme. Les monopoles voulus par Colbert ont comme conséquence directe d'intégrer totalement les économies de la Martinique et de la Guadeloupe à l'économie française.

Le second stade de l'économie de troc est toujours l'économie de la rapine mais, cette fois, avec le système des plantations et la monoproduction. La monnaie locale est dépendante de la

¹⁰ *Ibid.*, p. 70.

¹¹ *Ibid.*, p. 102.

monnaie nationale et, cette économie de plantation représente un apport massif à la balance commerciale française. Cette économie de plantation n'a jamais débouché sur une véritable activité collective concertée mais, elle fut totalement imposée par le pouvoir central et n'a donc pas conduit à une production voulue et maîtrisée.

2) L'économie prétexte

L'économie prétexte caractérise historiquement le second stade d'évolution de l'économie martiniquaise. Elle se définit par Glissant, comme une économie de façade avec une production déclinante qui se maintient artificiellement. On peut ici parler de mal-production avec qui plus est, la monnaie locale qui est « prise dans la monnaie nationale »¹². C'est aussi à cette période la victoire des betteraviers français :

L'habitude de non responsabilité collective dans la production économique est favorisée par les décisions du pouvoir central qui, empêchant de fait l'apparition d'une production à caractère national, entretient à coups de subventions ou d'aides ponctuelles le maintien de ce que j'appelle la production prétexte¹³.

Cette production prétexte signifie par extension, qu'à proprement parler, « il n'y a pas une économie martiniquaise »¹⁴. Cette production prétexte implique trois phénomènes particulièrement importants et délétères :

- Une non solidarité des secteurs économiques : ceux-ci sont encastrés dans une logique individualiste qui amène les différents secteurs économiques à s'ignorer et à supprimer toute forme de solidarité entre secteurs. On retrouve ce qu'il conviendrait d'appeler une application du libéralisme économique aux Antilles françaises. Ici, on perçoit toute la critique que Glissant adresse à ce libéralisme économique qui a eu des conséquences particulièrement néfastes pour les Antilles françaises.
- Une vanité des plans sectoriels : on peut ici parler d'une inefficacité consubstantielle des différents plans. En effet, ceux-ci ont pour objectif apparent de montrer une volonté de progrès et de rattrapage. Mais, en définitive, ils ne sont que le reflet d'une volonté de garder un équilibre sociétal stable tout en maintenant une non production

¹² *Ibid.*, p.101.

¹³ *Ibid.*, p. 99.

¹⁴ *Ibid.*, p. 99.

ou à tout le moins une production prétexte et, finalement, un non développement. Les plans sectoriels sont même qualifiés de bifides par Glissant car, d'un côté, ils créditent le tertiaire et de l'autre, ils conduisent à « injecter des “aides” passives à la production prétexte »¹⁵.

- Une faiblesse des résistances sectorielles : ces résistances sont faciles à neutraliser car elles ne sont que rarement le fruit d'une logique holistique du corps social de la Martinique. Une fois de plus, Glissant critique l'individualisme et la séparation de l'espace social en compartiments étanches, qui sont le fruit de la logique de la départementalisation et du libéralisme économique. Une logique en termes de classe sociale et plus précisément encore, en termes de lutte des classes, ne semble pas avoir été comprise et intégrée. Glissant prend l'exemple des conflits majeurs qui ont eu lieu entre 1977 et 1979 et qui ont opposé les dockers du port de Fort-de-France aux petits planteurs de bananes. Les dockers en conflit avec leurs patrons, ont ainsi été systématiquement critiqués par les petits planteurs qui manifestaient parfois sous protection policière. Glissant précise un élément essentiel dans l'analyse :

Nul ne s'avise que les conditions draconiennes (de qualité du fruit) imposées aux planteurs et les conditions faites aux dockers relèvent *d'une même politique* dont il faudrait démonter les rouages. Le système (sa police, ses autorités) apparaît comme un arbitre valable entre des zones sectorisées, non solidaires, de l'activité économique du pays¹⁶.

La logique de non production, de production prétexte, s'appuie ainsi sur toute une superstructure qui conduit via la séparation entre secteurs, à une sorte de *cécité dialectique*, maîtrisée par l'infrastructure économique capitaliste provenant du pouvoir central. On peut ainsi retrouver chez Glissant une fois de plus, un raisonnement profondément marxiste. Marx explique en effet, que c'est l'infrastructure économique qui détermine les superstructures sociales, juridiques, éducatives etc.

¹⁵ *Ibid.*, p. 99.

¹⁶ *Ibid.*, p. 100.

Force est de constater que c'est la volonté de conduire l'économie martiniquaise vers une individualisation des différents secteurs économiques, qui amène à une forme de non solidarité entre ceux-ci. A l'extrême, le raisonnement de Glissant peut faire penser qu'il y a une volonté via la départementalisation et la séparation étanche des secteurs économiques, de ne pas faire déboucher sur une conscience de classe. Celle-ci permettrait aux différents secteurs économiques, de réagir de façon unitaire et non pas en s'opposant les uns aux autres.

Pourtant, Glissant constate dans le même temps, que l'histoire de la Martinique fournit des formes de résistance mais celles-ci n'ont pas abouti à une forme de communauté autonome. Ceci s'explique car ces formes de résistance ont en elles même des limites fondamentales. Par exemple, la résistance coutumière rencontrée aux Antilles, débouche sur une économie de survie particulière qui est le marronnage. Cette économie de survie n'est pas forcément négative dans l'optique glissantienne : « Tout peuple acculé à une économie de survie est un peuple rusé, connaisseur, à la patience délibérée.¹⁷ »

Historiquement, l'économie de survie commence pendant la période esclavagiste où la culture s'effectue sur de petites surfaces agricoles que les esclaves cultivent pour leur propre compte, sur leur temps de repos. Cela aura comme conséquence néfaste de conduire par la suite, à une agriculture parcellisée, effectuée souvent sur des terres difficiles d'accès et souvent d'origine familiale. De fait, Glissant montre ici combien le poids de l'histoire a pu empêcher une agriculture plus efficace avec notamment des exploitations plus accessibles aux terres fertiles. C'est encore le poids de l'histoire qui explique l'impossibilité d'aboutir à un système agricole basé sur de plus grandes exploitations. Cette économie de la survie homogénéisera malgré tout, la société martiniquaise, par sa capacité à maintenir l'unité culturelle. Les petits planteurs des mornes n'auront ainsi aucune opposition de classe si l'on peut dire, avec les ouvriers agricoles des plantations. C'est seulement par la suite et avec la départementalisation, que pour Glissant, la logique d'individualisation des secteurs apparaîtra et clivera la société martiniquaise.

Le marché intérieur de cette économie de survie sera naturellement peu étendu avec une « unité de production micro-polyvalente, dans le domaine vivrier comme dans celui de l'abattage domestique »¹⁸. Au-delà de cette unité anthropologique et culturelle, c'est malgré

¹⁷ *Ibid.*, p. 114.

¹⁸ *Ibid.*, p. 114.

tout le fondement d'une économie de production vouée à l'échec par l'histoire même de son développement. Plus encore, cette économie de survie pour importante qu'elle soit par la résistance qu'elle fournit, reste à un niveau individuel de résistance et non pas à un « rassemblement de résistance qui donnerait la nation »¹⁹.

Un paradigme productif particulier caractérise aussi cette économie de survie. En effet :

L'économie de survie ne conduit pas non plus à la sédimentation de pratiques techniques dont le partage et le poids eussent incliné à des progrès collectifs. La fonction technique est bien souvent saturée de gestes de superstition qui compensent ce non contrôle collectif et finissent par diviser bien plus qu'ils ne rassemblent²⁰.

Ces pratiques qui relèvent parfois du magico religieux isolent, divisent, opposent. Ainsi, les techniques provenant de cette économie de survie ainsi que les superstitions afférentes, n'autorisent pas une accumulation et un transfert de connaissances permettant la structuration effective de la communauté. Partant, cette unité culturelle est une condition nécessaire, mais aucunement suffisante pour une unité ou même le développement d'un sentiment de classe chez les paysans. Glissant nous explique que la petitesse du territoire martiniquais aura des conséquences non négligeables sur les difficultés à accumuler les acquis culturels. Les paysans martiniquais, contrairement à ceux d'Haïti par exemple, ne connaîtront pas leur « souche commune »²¹.

De plus, les parcelles de terre, les jardins familiaux ne seront pas ainsi exploités au maximum de leur capacité car « la hantise du surplus nous dit Glissant, est la marque fondamentale de l'économie de survie »²². Tout ceci conduit les paysans à une certaine dispersion de classe et à ne pas se concevoir en tant que tel. « La subsistance et la survie, par définition, ne se dépassent pas en consensus de classe ni appel à la nation.²³ »

A partir des années 40, Glissant nous offre une autre série d'explications sur les difficultés de l'économie martiniquaise. Ces difficultés ont aussi eu pour conséquence de stopper tout processus d'émancipation politique. En effet, après l'analyse des difficultés de la classe paysanne, Glissant nous offre une réflexion pertinente sur les difficultés du marronnage intellectuel. Pour lui, la classe moyenne martiniquaise trouve son origine chez les mulâtres

¹⁹ *Ibid.*, p. 115.

²⁰ *Ibid.*, p. 115.

²¹ *Ibid.*, p. 117.

²² *Ibid.*, p. 116.

²³ *Ibid.*, p. 116.

qui seront souvent dans des professions prestigieuses de médecin, d'avocat ou de professeur et chez « les fils d'ouvriers agricoles ou d'habitants des bourgs »²⁴ ayant été scolarisés. Ces derniers fourniront les petits fonctionnaires, les instituteurs et les cadres des exploitations agricoles. Sur le plan économique, ces deux catégories ou plutôt cette double origine des classes moyennes, aura une conséquence lourde : elle ne permettra pas ou plutôt n'implique selon l'expression glissantienne, aucune densité économique. Autrement dit, cette classe moyenne a pu accéder à une ascension sociale par le truchement d'une éducation non technique, qui véhicule une pensée apprise sur les bancs de l'école débouchant le plus souvent sur le fonctionariat. Ce faisant, cette classe sociale est proche d'une forme de stérilité et de sécheresse dans l'esprit de Glissant puisqu'elle est de fait, indisposée à la technique et à la production économique. Qui plus est, elle sera instrumentalisée en devenant « le véhicule de la pensée officielle »²⁵. L'inertie économique constatée, est donc en partie le fruit de cette classe moyenne qui s'engouffre après 1946 dans la fonction publique.

La résistance constituée par l'économie coutumière c'est- à-dire l'économie de survie, a conduit les travailleurs agricoles à être vaincus par :

L'insuffisance densitaire du marronnage, par l'émiettement de la culture populaire développée dans le système des plantations, par l'éradication de la production et l'isolement qui en résulta pour cette masse. La résistance des békés le fut par cette éradication même et par la possibilité offerte d'une structure de conversion dans le tertiaire²⁶.

Les paysans et les classes moyennes furent ainsi impuissants à déterminer une nation martiniquaise. Dans le même temps, le basculement vers un tertiaire semblait inéluctable entraînant le pays essentiellement dans la sphère consumériste.

3) L'économie de change

Enfin, le 3^{ème} grand principe économique défini par Glissant est le principe de change. Ce stade est la néantisation de l'économie qui ne survit qu'à l'aide de soutien, mais jamais de production. Le passage de la production prétexte au système de change s'effectue dès les décennies 1960 et 1970. Une question se pose alors :

²⁴ *Ibid.*, p. 118.

²⁵ *ibid.*, p. 119.

²⁶ *Ibid.*, p. 121.

Faut-il continuer à rapiner dans une production qui, après la victoire des betteraviers, n'a plus de raison d'être, ou égaliser le tout dans la conversion globale au tertiaire qui fera de la Martinique une colonie de consommation²⁷ ?

C'est évidemment la Martinique comme économie de consommation qui sera, pour Glissant, préconisé. Ceci aura pour conséquence de représenter ce que l'on peut appeler des formes paroxystiques de la dépossession.

En conséquence, selon Glissant, l'histoire économique de la Martinique en particulier, et des Antilles françaises en général depuis le XIX^{ème} siècle jusqu'à la période contemporaine, se caractérise par :

- 1- Une absence globale d'investissements directs et autogérés
- 2- La peur du surplus, liée à l'incapacité de contrôler un marché extérieur ou d'organiser un marché intérieur.
- 3- L'absence d'accumulation : de capital, de capacités techniques, de projets dynamiques.
- 4- L'habitude de l'improductivité, conséquence de la nécessité de rapiner.

II) La période moderne de tertiarisation économique, s'associe à un assimilationnisme économique faisant suite à l'assimilationnisme politique s'inscrivant dans une logique de mondialisation étriquée et dangereuse pour les identités

A) De la tertiarisation comme assimilationnisme économique à la mondialité comme moyen de résistance

La tertiarisation de l'économie martiniquaise est la résultante de cette histoire complexe, ambiguë, et le fruit de cette forme de résistance qui a échoué. Une analyse en termes de circuit est proposée par Glissant : les fonds publics sont transformés en bénéfices privés. Par un système de vases communicants, la production agricole martiniquaise s'effondre pendant que le secteur tertiaire se développe. Dans le même mouvement historique et économique, la

²⁷ *Ibid.*, p. 102.

Martinique se transforme : elle devient de plus en plus une terre de passage. Cette dénaturation contemporaine est particulièrement néfaste. La structure même de la société martiniquaise, est le fruit de la colonisation et interdit ce que Glissant appelle un *en avant*. De même, l'acte de non production peut s'interpréter pour Glissant, comme une faille profonde conduisant l'être à une forme de sécheresse.

Cette même dialectique conduit à la non créativité qui se renforce encore plus par la consommation en général et plus précisément encore, par la consommation de produits culturels provenant d'ailleurs. Glissant parle même ici de société morbide pour décrire une société dans laquelle les « composantes s'impliquent selon des lignes de force qui sont hétérogènes à la formation sociale elle-même ; c'est-à-dire déterminées et décidées ailleurs »²⁸. Logiquement, il en déduit qu'il n'y a pas en Martinique une organisation de la production qui autoriserait une recherche d'identité permettant de *produire martiniquais*. Fort logiquement, Glissant constate que tous les actes de consommation passifs ou même délibérés provenant de produits extérieurs, ne correspondent pas au vécu productif martiniquais. C'est le cas des produits de consommation courante, jusqu'aux produits culturels comme les journaux, la littérature, etc.

Une précision importante est à faire ici : consommer des produits provenant de l'extérieur n'est en rien *a priori*, une ouverture sur l'extérieur. Au contraire, Glissant dénonce cette forme de consommation que l'on peut associer à la mondialisation contemporaine, qui a pleinement frappé la Martinique elle aussi. Consommer de la sorte, ce n'est au fond que connaître *l'impératif-marchandise* imposé. Le monde, dans sa richesse et dans sa créolisation, n'est ici réduit qu'à l'acte de consommation lui-même, ce qui appauvrit en soi l'être. C'est donc une vision qui résume le monde à sa production économique standardisée dans des marchandises, sans tenir compte de la richesse culturelle si importante aux yeux de Glissant : « La conteneurisation est l'égalisation rigoureuse du mouvement du monde en volumes identiques, repérables, imparables.²⁹ »

La Martinique a ainsi subi directement par la tertiarisation de son économie, les affres d'une mondialisation qui a réduit, par l'acte de consommation ou d'hyper consommation, la portée de la question identitaire. On retrouve ici une pensée profondément contemporaine qui, par un économisme généralisé provenant de la pensée néolibérale actuelle, a tendance à diminuer

²⁸ *Ibid.*, p. 286.

²⁹ *Ibid.*, p. 287.

drastiquement, et à mésestimer toute pensée politique et toute réflexion qui seraient en dehors du champ marchand. En faisant de l'économie, qui plus est réduite à sa sphère marchande, la priorité, on a ainsi limité en profondeur le sens et la portée des interactions sociales et des identités plurielles.

Glissant critique ainsi la standardisation économique, la mondialisation et finalement, l'*homo-oeconomicus* tel que défini par la théorie économique standard. Celui-ci maximise sans cesse son utilité, sa consommation ou sa production en se séparant de toute forme de sociabilité et de complexité anthropologique ou historique. Il faudrait bien au contraire, limiter cette consommation frénétique et enrichir l'être de sa dimension historique et culturelle, de la densité de son vécu et ne surtout pas le réduire à une sphère marchande et économique. C'est aussi de fait, une critique de l'individualisme à laquelle se livre Glissant. Cette critique de la consommation compulsive, peut s'interpréter ici comme une sorte d'anti-économique et à une critique fondamentale du fétichisme de la marchandise et de son spectacle :

Dans la société du spectacle marchand, la totalité du monde est tout entière renversée. Dorénavant, le renversement devient ainsi la seule réalité et cette dernière ne peut plus être présentée et représentée que comme la falsification du réel et de tout ce qui est et qui n'existe plus que comme travestissement. La véracité du réel a été résiliée et remplacée par les signes de sa totale assimilation par l'existence mondialisée de la loi de la valeur de telle sorte que la réalité n'existe plus que comme irrésistible hypertrophie des figures du fétichisme de la marchandise³⁰.

Pour Glissant, l'acte économique assèche, et vide l'être de sa substance constitutive, pour le noyer dans un économisme universel, standardisé et somme toute destructeur de toute conscientisation ontologico-politique.

La difficulté est que les puissances d'oppression, qui sont multinationales et qui ont intérêt à réaliser leur totalité-terre, où elles pourront entrer partout pour mener à mal leurs profitations, les plus grandes villes, le plus petit îlot, se servent elles aussi d'une stratégie qui paraît mondialiste. "Ouvrez-vous ! Ne vous renfermez pas dans votre identité". Ce qui veut dire : "Laissez-vous faire à l'imparable nécessité du marché". Elles espèrent aussi vous diluer dans l'ère du temps³¹.

³⁰ Cousin, Francis. *L'être contre l'avoir*, Le retour aux sources, Condé-sur-Noireau, 2012, p. 12.

³¹ Glissant, Edouard. *Traité du Tout-monde*, Gallimard, Paris, 1997, p. 206.

C'est aussi pour cela que Glissant pense que la mondialisation doit se concevoir comme un non-lieu car elle conduit à une « dilution standardisée »³².

De fait, cette mondialisation peut s'associer au :

[...] stade où le monde entier communique dans l'extase obscène de la communication capitaliste qui a obstrué la réalité afin qu'elle ne puisse plus déboucher sur rien de susceptible de la dépasser et pour qu'elle soit ainsi en situation de se reproduire indéfiniment sans ne plus renvoyer à rien d'autre qu'elle-même, dans la sempiternelle démultiplication de la réification³³.

La tertiarisation de l'économie martiniquaise, va ainsi de pair avec une mondialisation que Glissant trouve particulièrement néfaste. Cette mondialisation appauvrit ainsi profondément cette conscience de classe, cette conscience historique, cette conscience de peuple, en faisant entrer dans une ère de consommation de masse qui augmente l'avoir, mais appauvrit l'être. La mondialisation est ainsi non seulement néfaste, mais elle réduit l'individu à une sphère mortifère de consommation et l'enferme plus qu'elle ne l'ouvre au monde. La mondialisation s'oppose ainsi frontalement à la mondialité glissantienne. Ainsi, si la Martinique et la Guadeloupe subissent de plein fouet les effets pervers de cette mondialisation néolibérale, c'est par la mondialité qu'elles peuvent résister et combattre les conséquences méphitiques du néolibéralisme marchand.

On retrouve ici une critique de la mondialisation que Glissant formulera plusieurs années après la publication du *Discours antillais*. En effet, pour lui, la mondialisation se distingue de façon absolue de la mondialité. Cette dernière est, pour Glissant, fondamentalement roborative face à cette mondialisation qui affaiblit l'identité par un repli sur soi aussi dangereux que néfaste.

La mondialisation c'est l'envers négatif de ce que j'appelle mondialité. La mondialisation c'est le nivelage par le bas, c'est la monotonie, tout le monde s'habille de la même manière, tout le monde a les mêmes réactions, tout le monde veut manger les mêmes produits universels, etc. C'est, si vous voulez, l'égalisation par le bas et ce qui se passe c'est que les poètes ont toujours dit, et les poètes ont presque toujours raison, que ce qui se perd dans le monde c'est le divers, c'est la diversité, Ségalen le disait déjà au début du XXème siècle. La mondialisation c'est l'anti diversité. Mais comment combattre la mondialisation³⁴ ?

³² *Ibid.*, p. 192.

³³ Cousin, Francis. *L'être contre l'avoir*, Le retour aux sources, Condé-sur-Noireau, 2012, p. 12.

³⁴ Glissant, Edouard. Entretien avec la rédaction de la revue *Les périphériques vous parlent*, 2002.

C'est à ce niveau que Glissant propose l'imaginaire comme solution efficace pour combattre cette mondialisation économique :

L'imaginaire ne se change pas comme cela et l'imaginaire ne se change surtout pas en se renfermant sur soi-même. Combattre la mondialisation, on ne peut pas le faire si on s'enferme sur soi-même, si je ne suis pas dans la mondialité, je ne peux pas combattre la mondialisation. Si je me renferme sur moi-même, si je me renferme dans mes murs, dans ma maison dans ma cité dans ma nation. C'est pourquoi je pense que ce sentiment de mondialité est presque une poétique mais qui est une poétique active, qui n'est pas une poétique contemplative. C'est une poétique active qui permet l'échange et qui permet le change et qui permet de se maintenir tout en devenant autre. Et cela est difficile à comprendre pour les peuples, car on a l'impression que si on devient autre on se perd, on se dilue on s'évanouit, et qu'on abandonne quelque chose, une part de soi qui était séculairement là [...] et pourtant il faudrait bien qu'on y vienne à ceci que, aller à l'autre et se changer avec l'autre ce n'est pas se perdre et ce n'est pas se dénaturer. Et je crois que les poètes mènent ce combat-là, le combat de cette diversité, de cette unité-diversité et le combat de cette mondialité³⁵.

Plusieurs interprétations peuvent être avancées quant à cette définition de la mondialité et surtout la façon avec laquelle Glissant préconise de combattre la mondialisation. D'abord, ce n'est pas par un processus révolutionnaire que Glissant compte combattre cette mondialisation libérale. Il y a en effet une critique du système capitaliste chez Glissant mais, cela ne le conduit pas semble-t-il, à désirer une révolution marxiste. La mondialisation ne peut être réellement combattue qu'à travers la mondialité et le fait de considérer l'autre comme un continent sans cesse à découvrir. « Si vous vivez la mondialité, vous êtes au point de combattre vraiment la mondialisation.³⁶ »

La *relation* à l'autre qui permet d'engendrer la mondialité, est donc ici fondatrice du noyau dur visant à détruire ou plus précisément encore, à combattre cette mondialisation économique castratrice, par un relationnel ouvert, et une véritable poétique de la relation. « La pensée du rhizome serait au principe de ce que j'appelle une poétique de la Relation, selon laquelle toute identité s'étend dans un rapport à l'autre.³⁷ »

La mondialisation économique pourrait ainsi s'associer à l'identité à racine unique, par une universalisation des actes de consommations en nivelant les identités par le bas et en les

³⁵ Glissant, Edouard. Entretien avec la rédaction de la revue *Les périphériques vous parlent*, 2002.

³⁶ Glissant, Edouard. *La cohée du Lamentin*, Gallimard, Paris, 2005, p. 139.

³⁷ Glissant, Edouard. *Poétique de la relation*, Gallimard, Paris, 1990, p. 23.

réduisant à une portion congrue. A l'opposé, la mondialité qui prendrait sa source dans l'identité définie comme identité relation, est une prolongation de soi dans et à travers l'autre. La racine rhizome en ouvrant donc à la Relation, permet la mise en place de la mondialité glissantienne opposée à la mondialisation économique étriquée et marchande.

L'autre, en tant qu'altérité, trouve ici dans cette mondialité, une source d'enrichissement inégalable qui peut s'associer à une poétique de la relation. Celle-ci amène l'identité, définie par Glissant comme identité-relation et pas comme une identité à racine unique, à s'étendre, à se dépasser et se prolonger, dans son rapport à l'autre et grâce à ce dernier. C'est en ce sens que la poétique de la relation peut aussi s'associer selon nous, à une *éthique de la relation*. Plus précisément, la poétique de la relation de Glissant pourrait, nous semble-t-il, servir de prolégomènes à une éthique de la relation et même en constituer les linéaments.

Cette éthique de la relation pourrait s'apparenter à l'impératif catégorique kantien : « Agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre toujours en même temps comme une fin, et jamais simplement comme un moyen.³⁸ » L'autre, en tant que fin, ne peut qu'être une transcendance pour soi-même, transcendance sans cesse renouvelée, dépassée dans l'extériorité de l'être tout en étant intégrée et subsumée par lui.

On comprend ainsi le discours profondément anti-économique de Glissant qui voit dans l'économie capitaliste avec comme bras armé la mondialisation libérale, une perte profonde d'humanité par une standardisation aussi mortifère que dangereuse à cause notamment du fétichisme de la marchandise dénoncé par la pensée de Marx.

De fait, la question économique est loin d'être centrale pour Glissant et il serait difficile de tenter d'imaginer chez lui, une économie internationale ou une théorie du commerce international. Pourtant, si nous tentons d'imaginer une pensée économique chez le grand auteur, nous pourrions imaginer une mondialisation et un commerce mondial qui ne seraient pas liés à une standardisation et à une uniformisation fétichiste des marchandises échangées. On serait plutôt dans des échanges respectueux du divers, de la culture de l'autre, et dans des

³⁸ Kant, Emmanuel. *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Gallimard, œuvres philosophiques tome 2, La pléiade, Paris, 1985, p. 295.

relations économiques bienveillantes vis à vis des identités et des individus. Dans un tel cadre, cette mondialisation ne peut être considérée que comme un sous espace ou un sous ensemble étriqué et limité, qui s'oppose à la mondialité.

Ainsi, on peut retrouver avec Glissant et de façon indirecte, une éthique économique provenant de l'éthique de la relation dont nous parlions précédemment. Cette éthique de la relation, provenant de sa poétique de la relation, serait la base à partir de laquelle on pourrait tenter de définir une éthique économique. Celle-ci s'appuierait sur la mondialité glissantienne et certainement pas sur une mondialisation rachitique, étriquée et focalisée sur les marchandises fétiches et non sur les identités acceptées et transcendantes bijectivement pour l'autre et avec l'autre.

Glissant opère par la suite une distinction essentielle entre le provincialisme et l'insularité de ce qu'il perçoit aux Antilles françaises.

Il y a dans l'insularité ou le provincialisme une force, même négative, d'attachement (même détourné) à soi, qui, au niveau de la conscience « claire », fait défaut ici. Le provincialisme est d'autant plus sûr de lui (et plus lourd) qu'il est plus figé ou réactionnaire³⁹.

La conscience claire dont parle Glissant ici peut s'assimiler à la fois à une conscience de classe mais surtout, à une sorte de conscience historique proche paradoxalement de celle que développe Raymond Aron :

L'homme n'a vraiment un passé que s'il a conscience d'en avoir un, car seule cette conscience introduit la possibilité du dialogue et du choix. Autrement, les individus et les sociétés portent en eux un passé qu'ils ignorent, qu'ils subissent passivement... Tant qu'ils n'ont pas conscience de ce qu'ils sont et de ce qu'ils furent, ils n'accèdent pas à la dimension propre de l'histoire⁴⁰.

Glissant précise aussi qu'il observe une sorte d'évanescence et de légèreté fondamentale qui provient d'une dialectique évidente du système : réussir l'assimilation économique après avoir réussi l'assimilation politique. La dialectique est donc précise et a une finalité

³⁹ Glissant, Edouard. *Le discours antillais*, Gallimard, Paris, 1997, p. 288.

⁴⁰ Aron, Raymond. *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1964, p. 5

importante, consistant à augmenter la situation matérielle des martiniquais en les privant dans le même mouvement, de toute initiative leur autorisant collectivement une responsabilité importante dans le choix et les orientations de leur vie économique.

Le raisonnement glissantien est ici à rebours du raisonnement marxiste classique. Si chez Marx ce sont les infrastructures économiques du mode de production capitaliste qui déterminent les institutions, les mœurs et la pensée, ce que Marx appelle la superstructure, Glissant fait le raisonnement symétrique. C'est donc une fois l'assimilation politique réussie, qu'il y a eu une volonté maîtrisée de limiter l'infrastructure économique, c'est-à-dire de mettre en place un système politico-administratif qui a permis de limiter un processus productif *effectif*. C'est tout ce système qui a débouché par construction, sur l'économie prétexte et l'économie de change. En poussant le raisonnement plus loin, Glissant ne s'oppose pas tant que cela à Marx car c'est la petitesse du mode de production c'est-à-dire de l'infrastructure, qui explique en même temps la difficulté de passer à une autre superstructure assimilable ici à un régime politique autre que celui de l'assimilation. Glissant ironise en précisant que le pouvoir politique et technocratique résume cette situation en arguant « que la dignité commence avec le nombre de dentistes ou de pharmaciens »⁴¹.

Glissant est conscient du renversement qu'il fait au raisonnement de Marx. Cela se perçoit quand il constate que la société martiniquaise souffre d'une sorte d'hyperbolisation des superstructures. Glissant nous dit même qu'« il s'agit peut-être d'une forme inédite de société où, [...] la superstructure a pu gagner sur l'infrastructure court-circuitée une sorte d'autonomie "anormale" »⁴².

La réflexion économique de Glissant explique aussi que la recherche d'identité est centrale pour la Martinique. Cette recherche n'est en aucun cas et simplement une volonté de retrouver de l'authenticité, elle est bien plus que cela. Cette recherche d'identité est pour Glissant, une volonté affirmée de trouver un équilibre « entre la structure d'un système de production et la responsabilité de la communauté dans le cadre de ce système. La dignité commence avec le pouvoir de décision »⁴³.

Le raisonnement glissantien continue avec une analyse des politiques sociales mises en place en Martinique. Celles-ci ont pour lui de nombreux effets que l'on peut qualifier de pervers.

⁴¹ Glissant, Edouard. *Le discours antillais*, Gallimard, Paris, 1997, p. 288.

⁴² *Ibid.*, p. 289.

⁴³ *Ibid.*, p.289.

Les lois qui appliquent par exemple la sécurité sociale en Martinique sont ainsi vues comme étant un don de la France et jamais comme une conquête des travailleurs martiniquais. Elles ne sont pas directement rattachées à une politique du travail provenant du vécu martiniquais. Ces transferts sociaux pour important qu'ils soient, ressemblent pour Glissant bien plus à une forme de mendicité organisée qui peut s'associer une sorte de « mort collective »⁴⁴. Glissant soutient ainsi l'idée qu'il semblerait plus pertinent économiquement parlant, d'être dans un système local qui serait certes sans les mêmes moyens que ceux « offerts » par la France mais, dans un tel système martiniquais, la production serait contrôlée et la politique du travail plus en adéquation avec la réalité locale. La situation actuelle, Glissant la qualifie d'une sorte de demi satisfaction dans l'irresponsabilité collective.

B) Les difficultés des solutions proposées

Face à cette situation, Glissant ne reste pas sans solutions. Au-delà du constat, des possibilités sont envisagées afin que s'arrête cette « réduction monstrueuse à la superstructure »⁴⁵ c'est-à-dire s'anéantir dans une consommation de produits étrangers à l'économie martiniquaise sans jamais suffisamment produire. Deux solutions économiques sont proposées :

1°) Aménager un processus de production pour éviter cette néantisation ce qui revient de fait à mettre en place une bourgeoisie capitaliste martiniquaise, et lui permettre d'exercer réellement des fonctions dans le processus productif. Ceci est d'autant plus important que les producteurs locaux, sont jusqu'à présent perçus par Glissant comme assimilables au rôle « de profiteurs ramasse-miettes »⁴⁶ n'ayant dans les faits aucun pouvoir effectif de décision. Cette solution est dans l'esprit glissantien une forme d'assimilationnisme adapté ou d'un réformisme tempéré.

2°) La seconde solution est plus radicale puisqu'elle consiste à bouleverser totalement le processus de production. Ici, l'idée est de porter les contradictions du système à un point tel que les conflits soient importants et qu'ils débouchent sur une révolution socialiste aussi naturelle que nécessaire. Cette solution est cependant extrêmement délicate à mettre en place car, il semble impossible de pousser le système économique actuel de la Martinique jusqu'à

⁴⁴ *Ibid.*, p. 291.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 293.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 294.

un conflit le conduisant aux confins de sa propre dialectique contradictoire. La raison fournie par Glissant est simple : Le système économique actuel ne reposant ni sur l'agriculture, ni sur l'industrie ni même sur quelque forme de production que ce soit mais sur « un relais, un change d'argent public en argent privé, organisé sur un mode homogène et optimal dans le champ aliéné d'une consommation »⁴⁷.

Glissant a bien conscience que les deux solutions proposées sont limitées par définition même. Elles peuvent cependant, entraîner une évolution de statut accompagnée le plus souvent d'une aide financière importante de la France. Cette contradiction essentielle se retrouve dans les propos de Pierre Messmer : « Pas de divorce avec pension » ou encore ceux du général de Gaulle : « L'indépendance, on verra ; l'autonomie, jamais. »⁴⁸

Ce système économique fonctionne malgré tout et cela s'explique parce que chacun, paradoxalement, y trouve sa place. Glissant résume cela par une formule empreinte de cynisme : « Les opposants s'opposent, les participants participent, chacun connaît son rôle et le récite. »⁴⁹ » L'économie ne cesse d'être artificiellement en vie, c'est toujours l'économie prétexte et l'économie de change, des crédits votés, des investissements publics, des équipements sociaux mais derrière cette apparence « l'homme ne cesse de se lézarder, de se dégrader »⁵⁰. Les fonds européens ne changent rien non plus au processus entamé. Il s'agit juste de fonds supplémentaires mais qui ne bouleversent nullement et même aggravent la logique implacable de « l'émiettement de la production, déracinement culturel, intensité de l'échange fonds publics-bénéfices privés »⁵¹.

En conclusion, Glissant explique que le système économique mis en place aux Antilles françaises est extrêmement efficace. Au fond, il est d'une logique implacable malgré les travers importants qui en découlent. Cela s'explique par la faiblesse théorique des opposants de ce système à proposer une théorie globalisante de cette situation qui permettrait une perspective claire de résoudre les problèmes. Les tentatives politiques de résolution n'ont pas

⁴⁷ *Ibid.*, p. 295.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 295.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 302.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 303.

⁵¹ *Ibid.*, p. 303.

assez rempli leur rôle et, force est de constater qu'elles n'ont pas su « bloquer une organisation qui ne repose sur rien de blocable dans une production donnée »⁵².

La société martiniquaise et des Antilles françaises en général, est le fruit de cette colonisation et cela l'empêche de mettre en place ce que Glissant appelle les « embuscades culturelles collectives »⁵³ qui permettraient de durer et de ne pas être usé ou contaminé. La colonisation puis, par la suite la départementalisation, sont aussi responsables de la création d'une élite de représentation mais sans fonction, c'est-à-dire pour Glissant, sans véritable pouvoir décisionnel.

Tout ceci a conduit mécaniquement à faire l'impasse sur une production économique réelle, au profit d'une tertiarisation faite sans passage par le processus productif, notamment sur le plan industriel. L'économie prétexte est ici à son maximum et amène à une opération de change qui bloque ce qu'en termes marxistes on appelle la conscience de classe et plus encore, la conscience historique. C'est un peu la sensation d'une superstructure hypertrophiée qui gênerait le développement d'un mode de production efficient, respectueux de la réalité culturelle et qui pourrait aussi conduire à un processus d'autonomisation politique bien plus abouti vers une nation.

On le constate, cette tertiarisation de l'économie des Antilles dénoncée par Glissant, est de fait une des conséquences directes de la mondialisation qui est elle-même le fruit du libéralisme économique. C'est pour cela que dans le *Manifeste de neuf intellectuels antillais pour « des sociétés post-capitalistes »*, auquel il participe, Glissant et ses collègues écrivent au sujet du mouvement social de 2009 :

La hausse des prix ou la vie chère ne sont pas de petits diables-ziguidi qui surgissent devant nous en cruauté spontanée, ou de la seule cuisse de quelques purs békés. Ce sont les résultantes d'une dentition de système où règne le dogme du libéralisme économique. Ce dernier s'est emparé de la planète, il pèse sur la totalité des peuples, et il préside dans tous les imaginaires – non à une épuration ethnique, mais bien à une sorte “d'épuration éthique” (entendre : désenchantement, désacralisation, désymbolisation, déconstruction même) de tout être humain⁵⁴.

⁵² *Ibid.*, p. 303.

⁵³ *Ibid.*, p. 303.

⁵⁴ *Le manifeste de neuf intellectuels antillais pour “des sociétés post-capitalistes”*, Le Monde, 16/02/2009.

Cette mondialisation, si néfaste pour la Martinique, la Guadeloupe mais aussi le monde, se combat par la mondialité. Cette mondialité peut se définir comme un échange avec l'autre dans une volonté de partage et d'acceptation ontologique : « C'est une dynamique échevelée du Tout, [...] une haute pensée du monde, que j'appellerais non pas la mondialisation (c'en est même le contraire) mais la mondialité.⁵⁵ ». En conséquence,

[...]derrière le prosaïque du « pouvoir d'achat » ou du panier de la ménagère, se profile l'essentiel qui nous manque et qui donne du sens à l'existence, à savoir la poétique. Toute vie humaine un peu équilibrée s'articule entre, d'un côté les nécessités immédiates du boire-survivre-manger (en claire le prosaïque) ; et, de l'autre l'aspiration à un épanouissement de soi, là où la nourriture est de dignité, d'honneur, de musique, de chants, de sports, de danses, de lectures, de philosophie, de spiritualité, d'amour, de temps libre affecté à l'accomplissement du grand désir intime (en claire : le poétique)⁵⁶.

Glissant termine son analyse économique de l'économie des Antilles françaises, en insistant sur un paradoxe majeur :

Parce que les forces capables aujourd'hui de bloquer le système à son niveau (grèves des employés de banque, des employés de la sécurité sociale, des ouvriers du bâtiment, des fonctionnaires, des employés de commerce, etc.) ne peuvent s'opposer à lui pour des revendications sectorielles qu'en le reconnaissant sur le fond⁵⁷.

Un tel système économique et social partant de cette reconnaissance vitale de ceux-là même qui sont capables de le changer, se renforce inexorablement, presque indépendamment des propres acteurs du jeu. Cette terrible dialectique qui est pointée du doigt par Glissant souligne toutes les difficultés à faire bouger les lignes.

La question finale de Glissant est lourde de sens et met toute la société antillaise face à ses responsabilités :

L'irréversible se réalise-t-il sous nos yeux : le point de non-retour, à partir de quoi plus rien ne sera redressable ? Tel est l'intolérable poids qui pèse sur tout Martiniquais et le rejette, soit dans une marotte existentielle, soit dans un activisme minutieusement motivé que

⁵⁵ Glissant, Edouard. *La cohée du Lamentin*, Galimard, Paris, 2005, pp. 22-23.

⁵⁶ *Le manifeste de neuf intellectuels antillais pour "des sociétés post-capitalistes"*, Le Monde, 16/02/2009.

⁵⁷ Glissant, Edouard. *Le discours antillais*, Gallimard, Paris, 1997, p. 304.

généralement inopérant, soit dans la folie, soit dans le larbinisme névrotique, soit enfin dans un ailleurs (la “vocation migratoire”) rassurant⁵⁸.

A cette vision pessimiste, il est cependant possible d’imaginer malgré tout, qu’une théorie de la situation des Antilles françaises sera en mesure d’accumuler l’expérience dans la mémoire collective, afin qu’un jour « les pulsions traumatiques passagères puissent être transformées ou continuées en projet politique élucidés⁵⁹ ». La question d’une production économique *effective* et mieux maîtrisée, relève donc d’une urgence pour la Martinique comme pour la Guadeloupe : « Nous n’échapperons pas à ce dilemme. Mourir ou risquer.⁶⁰ »

Cette réflexion sur l’augmentation significative et effective de la production locale, est le préalable indispensable à la sortie définitive de l’économie prétexte et de l’économie de change. Cela permettrait de façon plus certaine et plus maîtrisée, d’aboutir aux projets politiques élucidés dont parle Glissant. Mais, cette montée en puissance de la production de nos économies ne devrait pas s’intégrer directement à la mondialisation néolibérale mais au contraire, elle pourrait être respectueuse des identités par une production qui tienne compte, via *l’éthique de la relation*, des réalités endogènes des pays.

En effet, et plus fondamentalement encore, par sa poétique de la relation, Glissant fournit les prolégomènes d’une éthique de la relation qui est une acceptation absolue de la différence, du divers et de l’altérité. Cette éthique de la relation est une base solide à partir de laquelle une éthique économique nouvelle et à construire, pourrait trouver un de ses fondements.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 305.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 296.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 71.